

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM FRANCE

ZAC ECOPARC II, Parc d'activités
2 Allée de la Butte à Colas
27400 Heudebouville

Références : UBDEO.2025.04.112.KC
Code AIOT : 0003900512

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement FM FRANCE implanté ZAC ECOPARC II, Parc d'activités 2 Allée de la Butte à Colas 27400 Heudebouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite du 18 mars 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 : "Prévention des pertes de granulés de plastique industriel (GPI)".

Elle a pour but de vérifier la bonne mise en place des nouvelles dispositions prévues aux articles D.541-360 à D.541-364 du code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM FRANCE
- ZAC ECOPARC II, Parc d'activités 2 Allée de la Butte à Colas 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0003900512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FM FRANCE est un établissement Seveso seuil bas par la règle du dépassement direct au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié.

L'entrepôt est composé de 12 cellules de stockage.

Chaque cellule a une surface, supérieure à 2 000 m².

Les surfaces et volume totaux de l'entrepôt sont: 44 900 m² et 555 000 m³.

Le volume autorisé pour l'entrepôt est: 550 000 m³.

Les installations visitées sont : cellules B5, B6, bassin de rétention, poste de garde.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour rappel, cette visite du 18 mars 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025: "Prévention des pertes de granulés de plastiques industriel (GPI) ".

A ce jour, l'exploitant ne stocke pas de granulés de plastiques même si son arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié autorise l'activité de stockage des polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), pour un volume de 103 371 m³.

Les polymères stockés dans l'entrepôt sont principalement des caisses en plastique.

L'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre les dispositions prévues aux articles D.541-360 à D.541-364 (procédures, audits...), le jour où il exercera toute activité de stockage de granulés de plastiques conformément à son arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié.

Toutefois, à ce jour, même si l'exploitant n'exerce pas d'activité de stockage de granulés de plastiques, il doit faire procéder à un audit spécifique des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 par un organisme certificateur habilité. Les audits ISO relatifs au management de la qualité, de la sécurité, énergétique, etc internes ou externes n'incluant pas ce périmètre réglementaire [délai: 3 mois].

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : Pour rappel, la société FM France Heudebouville est un entrepôt de matières combustibles, classé Seveso seuil bas.

Le volume autorisé pour cet entrepôt est: 550 000 m³.

L'établissement stocke également, et essentiellement des produits dangereux (liquides inflammables, toxiques, aérosols...).

En séance, l'inspection a interrogé l'exploitant sur le volume des produits stockés relatifs aux rubriques de la nomenclature des ICPE concernées par l'action nationale 2025 "Prévention de la perte des GPI" suivantes:

- 2660 : Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410) ;
- 2661 : Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) ;
- 2662 : Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.

L'exploitant déclare que seule la rubrique 2662 est concernée par son site. Effectivement, l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié recense uniquement cette activité dans la liste des installations/activités applicables au site.

Le volume total de stockage de matières plastiques susceptible d'être présent autorisé pour cette rubrique 2662 en référence à l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié est : 103 371 m³.

Toutefois, l'exploitant précise que le site ne stocke pas actuellement de granulés plastiques industriels même si son arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 2019 modifié autorise le stockage de polymères (matières plastiques...).

Il déclare que cette activité n'a pas encore été exercée sur le site, à ce jour.

Il ajoute que les polymères (plastiques) stockés dans l'entrepôt sont principalement des caisses en plastiques.

L'inspection a consulté l'état des stocks du jour du site, du 18/03/2025.

La rubrique 2662 ne figure pas sur cet état des stocks présenté car le volume de stockage de matières plastiques stockées est nul, d'après les déclarations de l'exploitant.

L'exploitant dispose d'une instruction pour le suivi de ses stocks par rubrique ICPE.

<p>Lors de la visite des installations, l'inspection n'a pas constaté la présence de granulés de plastiques à l'intérieur et à l'extérieur de l'entrepôt.</p>
<p><u>Conclusion</u> : A ce jour, l'exploitant ne stocke pas de granulés de plastiques même si son arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié autorise l'activité de stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), pour un volume de 103 371 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que même si le site ne stocke pas actuellement de granulés de plastiques, en cas de déversement de ces produits, un ramassage mécanique de ces granulés sera mis en place.</p> <p>Si ce ramassage mécanique des granulés de plastiques n'est pas suffisant, les granulés seront ensuite dirigés vers le bassin de rétention du site. Le site étant sur rétention, la pompe de relevage du bassin (après actionnement) permettrait de récupérer les granulés dans ce bassin et donc de prévenir leur dissémination dans l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

A ce jour, le site ne stockant pas de granulés de plastiques, l'exploitant déclare qu'il n'a pas rédigé de procédure pour prévenir la dispersion des granulés de plastiques dans l'environnement.

Il précise qu'il formalisera une procédure pour prévenir la dispersion des granulés de plastiques dans l'environnement, le jour où le site stockera des granulés de plastiques.

Il indique à titre d'information que le site dispose d'une procédure en cas déversement de produits liquides et de produits solides (poudre).

Il a évoqué oralement les mesures existantes sur le site concernant la conduite à tenir en cas de fuite de liquide et les moyens disponibles présents.

L'inspection a consulté cette procédure décrivant le matériel en place, en cas de fuite de liquide et de dispersion de produits solides sur le site et la conduite à tenir.

L'exploitant rappelle que cette procédure de gestion des produits liquides et des produits solides, en cas de déversement accidentel sera modifiée pour prendre en compte les produits de granulés de plastiques, le jour où le site stockera de ce type de produits.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté l'existence de matériel (équipements de protection, absorbants...) visant à intervenir sur des fuites de liquide sur le site.

Lors de la visite des installations (extérieur), elle a constaté également que :

- La signalisation du coffret de la pompe de relevage (étiquette) du bassin de rétention n'était plus lisible.
- La porte d'accès de ce bassin de rétention ne se fermait pas à clé, lorsque que l'inspection a voulu vérifier la bonne fermeture de cette porte. Suite à ce constat, l'exploitant a indiqué qu'il allait faire une demande d'intervention au service de maintenance pour effectuer les travaux de réparation nécessaires.

En séance, l'inspection a consulté le programme de maintenance et de vérification du bassin de rétention à jour et de ces équipements (pompe de relevage...) et le suivi de ces opérations de contrôle et de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant disposera de procédures prévenant la dispersion des granulés de plastiques industriels dans l'environnement même s'il ne stocke pas à ce jour des granulés de plastiques sur le site car il est autorisé à exercer une activité de stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) en référence à l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié.

L'exploitant remplacera la signalisation du coffret de la pompe de relevage (étiquette) du bassin de rétention qui n'est plus lisible.

L'inspection ne formule pas de demandes concernant l'observation relative à la porte d'accès à ce bassin de rétention qui ne se fermait pas à clé, le jour de cette visite du 18/03/2025 car ce constat a déjà été traité par l'exploitant. En effet, lors d'une visite suivante, réalisée le 02 avril 2025 sur le site d'Heudebouville, l'inspection a constaté que les travaux de maintenance pour cette porte ont été effectués car cette porte se fermait correctement, le jour de la visite du 02 avril 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .
Constats : Dans le cadre des certifications ISO détenues pour le site, l'exploitant déclare que des audits réguliers (à minima périodique) sont réalisés sur le site avec l'établissement d'un rapport d'audit. Il précise que dans le cas de l'application du II de l'article L. 541-15-11, il mettra à disposition du public sur son site internet une synthèse du rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi, le jour où le site stockera des granulés de plastiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire procéder à un audit spécifique des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 par un organisme certificateur habilité; les audits ISO relatifs au management de la qualité, de la sécurité, énergétique, etc internes ou externes n'incluant pas ce périmètre réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois